

Fachhochschulen

Mit dem ehrgeizigen Unterfangen, 28 Ingenieurschulen, 21 höhere Wirtschafts- und Verwaltungsschulen sowie neun Schulen für Gestaltung (mit 174 Studiengängen) in sieben Fachhochschulen zu vereinigen, löste der Bundesrat regionalpolitische Grabenkämpfe um die Schulstandorte aus. Trotz Spannungen zwischen den regionalen Trägerschaften dieser Fachhochschulen (FHS) und dem Bund hielt dieser an der Vision Fachhochschule Schweiz und an der angestrebten Konzentration von Studiengängen und Mitteln fest – auch wenn sich jene im Einzelfall als einschneidend und schmerzhaft erwies. Bis zum Ablauf der Aufbauphase bzw. der Frist zur Umsetzung der Auflagen im Jahre 2003 waren etliche Anpassungen nötig, um die Entstehung leistungsstarker Ausbildungs- und Forschungsschwerpunkte realisieren zu können.

(Jahrgänge 1992-1996 französisch, Rest deutsch; sämtliche Quellennachweise finden sich in der gedruckten Fassung des SPJ)

1992	1
1993	2
1994	2
1995	4
1996	6
1997	7
1998	9
1999	11
2000	13
2001	14
2002	16
2003	17
2004	18
2005	20

1992

La réforme du système de formation professionnelle constitue un des axes importants de l'action du DFEP pour améliorer les conditions-cadres de l'économie suisse. Cette réforme se compose de deux axes principaux, à savoir l'introduction d'une maturité professionnelle et la restructuration de la formation supérieure. En 1992, l'Ofiamt a **mis en consultation** les propositions de révision de deux ordonnances qui établiront les bases juridiques pour l'instauration d'une maturité professionnelle. Ce nouveau diplôme, qui constituera un passage obligé entre l'apprentissage de base et les écoles supérieures, pourra être obtenu à la fin de la période d'apprentissage et garantira l'accès aux écoles supérieures (ETS, ESCEA, etc.), dénommées à l'avenir hautes écoles spécialisées. Cette réforme, qui concerne près de 180 000 apprentis, vise en premier lieu à améliorer et à revaloriser la formation professionnelle qui attire de moins en moins de jeunes. Avec l'introduction de la nouvelle maturité, la possibilité de poursuivre sa formation dans une école

supérieure après son apprentissage sera beaucoup plus grande; la faible proportion d'apprentis – seulement 3% – qui y accède devrait ainsi sensiblement augmenter. D'autre part, la reconnaissance par les autres pays européens des diplômes délivrés par les écoles supérieures exigeait une amélioration de la formation générale des étudiants; il était donc devenu de plus en plus urgent de compléter la formation initiale des futurs candidats aux écoles supérieures. L'introduction d'une maturité professionnelle permettra de combler cette lacune.

En ce qui concerne l'autre versant de la réforme du système de formation professionnelle, des travaux ont été entamés afin d'élaborer une loi sur les **hautes écoles spécialisées** qui devrait définir les voies de formation de niveau supérieur.

1993

A côté de l'instauration de la maturité professionnelle, l'autre volet de la réforme de la formation professionnelle concerne la création de **hautes écoles spécialisées** (HES); un projet de loi sur cette question a été mis en consultation par le Conseil fédéral. Son objectif principal est de revaloriser les écoles d'ingénieurs (ETS: environ 11000 élèves actuellement), les écoles de cadres pour l'économie et l'administration (ESCEA: environ 2000) et les écoles supérieures des arts appliqués (environ 300) qui seront rassemblées sous le même sigle d'Hautes écoles spécialisées; cette réforme vise également à répondre à la demande croissante des entreprises en personnel qualifié. Les études dans les HES seront de niveau universitaire et dureront trois ans à plein temps ou plus si les enseignements sont suivis en cours d'emploi. Pour accéder aux HES, le postulant devra être titulaire d'une maturité professionnelle; d'autres voies d'accès seront toutefois maintenues. Ces changements devraient occasionner des frais supplémentaires estimés à 1,5 milliard de francs entre 1996 et 2003, dont 600 millions seront financés par la Confédération.

Lors de la **procédure de consultation**, les premières prises de position furent plutôt positives. Toutefois, la plupart des gouvernements cantonaux ont demandé une contribution financière plus importante de la Confédération ainsi qu'un élargissement des compétences des cantons; d'autres ont souhaité que les nouvelles HES concernent également les formations dans les domaines de la santé, du social, de l'art et de la pédagogie notamment.

1994

Arrivée à son terme à la fin du mois de janvier, la **procédure de consultation** relative à la création de hautes écoles spécialisées (HES) a révélé un large assentiment de la part des milieux intéressés. Les cantons ont toutefois revendiqué une participation financière plus importante de la Confédération, ainsi que des compétences à la mesure des charges qu'ils supporteront.

Réunie en séance plénière au mois de février, la **Conférence des directeurs cantonaux de l'instruction publique** (CDIP) a jeté les bases de la planification des hautes écoles spécialisées. La CDIP a notamment approuvé un profil pour les HES dans le domaine des formations techniques, de l'économie et de l'administration qui définit le mandat de formation de ces écoles ainsi que certains critères concernant leur taille, leur localisation et leur organisation interne. Les directeurs cantonaux ont souhaité en outre que la Confédération s'engage également à verser des

subventions dans les domaines de la santé, du travail social et de l'information (bibliothécaires, documentalistes et archivistes), destinés à avoir, eux aussi, leurs écoles spécialisées.

Fin juillet, le Conseil fédéral a publié son **message relatif à la loi sur les hautes écoles spécialisées** (LHES). Celui-ci souligne qu'en raison des mutations économiques, de l'intégration européenne et du progrès technologique, le système de formation suisse est soumis à de nouvelles exigences s'imposant particulièrement aux écoles supérieures. Il convient dès lors d'en redéfinir partiellement le niveau par le biais de réformes plaçant la formation professionnelle sur un pied d'égalité avec le cursus gymnase-université, deux filières de formation qui, bien que différentes, doivent être considérées comme équivalentes. C'est dans cette perspective que le projet de loi du Conseil fédéral propose de transformer les écoles d'ingénieurs (ETS), les écoles supérieures de cadres pour l'économie et l'administration (ESCEA) et les écoles supérieures d'arts appliqués (ESAA) en hautes écoles spécialisées. Dans un deuxième temps, les écoles de niveau comparable qui dépendent exclusivement des cantons comme les conservatoires, les académies d'arts ainsi que les écoles paramédicales et sociales pourraient également être encouragées par la Confédération sur la base de la même loi.

Partie intégrante du programme de revitalisation de l'économie, la transformation des ETS, ESCEA et ESAA en HES vise principalement **sept objectifs**: élargir l'offre de formations universitaires en y incluant des filières de formation de caractère à la fois scientifique et pratique; revaloriser les filières d'études et renforcer l'eurocompatibilité des diplômes délivrés en Suisse; créer des possibilités de perfectionnement attrayantes pour les professionnels; élargir la fonction des écoles en développant leurs activités de formation continue et en leur confiant des tâches dans les domaines de la recherche appliquée, du développement, et des prestations de services à l'intention de l'économie; améliorer la coordination des systèmes de formation aux niveaux fédéral et cantonal; garantir un haut niveau de qualité et soutenir les HES par des subventions fédérales; coopérer finalement avec l'économie.

Conformément à l'évolution en cours dans divers pays d'Europe, les futures hautes écoles spécialisées auront un statut équivalent à celui des universités. Elles formeront – en trois ans d'études à plein temps ou quatre ans en cours d'emploi – des professionnels qui auront, pour la plupart, obtenu préalablement la nouvelle maturité professionnelle. Afin de garantir une formation de qualité et une utilisation judicieuse des ressources en personnel ainsi que des moyens techniques et financiers, les filières d'études seront, par ailleurs, regroupées dans une **dizaine de centres de compétence** dont l'ouverture sera soumise à l'approbation de la Confédération. Du point de vue de la structure institutionnelle enfin, une Commission fédérale des hautes écoles spécialisées, mise en place par le Conseil fédéral, sera chargée d'exécuter la loi. Une Conférence des hautes écoles spécialisées, instituée par les cantons, conseillera les organes responsables et les autorités fédérales sur toute question touchant les HES.

La transformation des écoles supérieures en hautes écoles spécialisées s'effectuera sur plusieurs années et engendrera, pour la période de 1996 à 2003, des dépenses pour un **montant de 5,4 milliards de francs**. Sur ce total, 3,9 milliards seront destinés à couvrir les coûts de construction et d'exploitation des HES. Le solde (1,5 milliard) financera les coûts d'exploitation des écoles supérieures du type actuel. En matière de répartition des dépenses entre la Confédération et les

cantons pendant la phase de réforme (1996 à 2003), la loi sur les HES prévoit que les dépenses de la Confédération s'élèveront à 1,6 milliard de francs, soit 600 millions de plus que ce qu'elle aurait à dépenser pour les écoles supérieures sous leur forme actuelle. Les cantons assumeront les 3,8 milliards restants. Une fois cette phase terminée, un mode de subventionnement tenant compte, au moins partiellement, des prestations des écoles seront introduites.

1995

En début d'année, le **Conseil des Etats a approuvé la loi sur les hautes écoles spécialisées (HES)** qui vise à revaloriser la formation professionnelle par la création de véritables universités des métiers. Si le projet du gouvernement a été adopté dans l'ensemble à l'unanimité par les membres de la petite Chambre, certains points ont néanmoins été critiqués, voire modifiés. Ainsi, la question du financement des HES a été soulevée par les sénateurs bourgeois, qui ont fait part de leurs inquiétudes quant aux possibilités de dégager le 1,6 milliard de francs nécessaire à la création de ces écoles. Le socialiste Onken (TG) a, quant à lui, critiqué le fait que le projet du Conseil fédéral prévoie uniquement l'éventualité de créer ultérieurement des HES dans les domaines social et médical. La Chambre des cantons n'a pas suivi sa proposition d'inscrire dans la loi une formulation plus contraignante pour la Confédération, estimant qu'il fallait, pour des raisons financières, procéder par étapes et accoler le label HES dans un premier temps uniquement aux écoles techniques (ETS), aux écoles supérieures de cadres pour l'économie et l'administration (ESCEA) ainsi qu'aux écoles supérieures d'art et métier (ESAA). Elle a en revanche rejeté la proposition du radical saint-gallois Rüesch de biffer de la loi toute référence à une extension future des HES à d'autres domaines professionnels. La seule modification de relative importance a concerné les conditions d'entrée aux HES: le Conseil des Etats, sur proposition de sa commission, a inscrit de manière plus explicite la possibilité pour les détenteurs de maturité non professionnelle d'entamer des études dans une université de métier, sous réserve que ceux-ci soient au bénéfice d'une expérience d'une année dans le domaine d'études choisi.

Le **Conseil national a lui aussi accueilli favorablement le projet du gouvernement**, même si, lors du vote sur l'ensemble, les députés socialistes, minorisés à plusieurs reprises lors des votes par article, se sont abstenus. La question de l'extension des HES aux domaines social, médical, pédagogique et artistique a également été posée, la commission de la Chambre du peuple proposant une modification allant dans ce sens. Le Conseil national a néanmoins préféré s'en tenir à la version du gouvernement. Malgré l'argumentation des défenseurs de cette extension selon laquelle limiter la création des HES aux professions techniques et économiques défavoriserait injustement les femmes, moins nombreuses dans ces métiers, la majorité bourgeoise du Conseil national a estimé que dans la mesure où le projet des HES s'inscrivait avant tout dans l'optique d'une revitalisation de l'économie suisse, seules des formations à même de réaliser ce but devaient en bénéficier, du moins prioritairement. Les groupes bourgeois ont également avancé comme argument le coût supplémentaire important (160 millions de francs) que cet élargissement ne manquerait pas d'entraîner. La grande Chambre a par ailleurs rejeté une seconde proposition de sa commission visant à promouvoir l'égalité des sexes à tous les échelons hiérarchiques des HES. Elle a également refusé, sous le mot d'ordre "une loi svelte", toute immixtion trop importante de la part des autorités fédérales dans la gestion de ces écoles; elle a en effet rejeté une proposition Zbinden (ps, AG) qui chargeait la Confédération d'assurer

l'équivalence des exigences d'examen entre les différentes HES ainsi que celle de sa commission qui donnait aux autorités fédérales la compétence exclusive d'encourager la coordination et la coopération entre les futures universités des métiers. Enfin, le Conseil national a adopté la modification proposée par le Conseil des Etats, laquelle élargit l'accès aux HES aux détenteurs de maturité non professionnelle.

Principalement quatre **divergences** sont apparues entre les deux conseils. La première a concerné une modification adoptée par le Conseil national qui visait à mentionner explicitement dans la loi l'égalité de valeur entre les formations universitaires traditionnelles et professionnelles. Après que le Conseil des Etats, estimant cette précision inutile, eut maintenu sa position, la Chambre du peuple se ralliait à la décision des sénateurs, dans le souci essentiellement de pouvoir mettre sous toit la loi avant la fin de la législature. La seconde divergence a porté sur la participation financière de la Confédération au développement éventuel des HES dans des domaines autres que ceux technique et économique. Du fait du frein aux dépenses adopté cette année en votation populaire, cette disposition n'a pas pu, dans un premier temps, être adoptée par la grande Chambre, de nombreux parlementaires étant absents de la salle au moment du vote. Le Conseil des Etats ayant réitéré son premier vote, les conseillers nationaux ont pu être, en seconde lecture, suffisamment nombreux pour atteindre la majorité nécessaire à l'adoption de cette disposition. Le troisième point de désaccord a concerné l'article relatif à la formation en sylviculture, lequel, avant d'être retenu, a nécessité plus d'une navette entre les deux chambres. En effet, pour que le Conseil des Etats, qui estimait que la formation offerte dans ce domaine par l'Ecole polytechnique de Zurich était suffisante, adopte la disposition prévoyant cette formation, le Conseil national a dû lui renvoyer à deux fois le texte concerné. Enfin, l'instauration de structures participatives dans la gestion des HES – modification introduite par le Conseil national sur proposition de sa commission – a été adoptée par la Chambre des cantons.

Le Conseil fédéral a mis en consultation en fin d'année deux **ordonnances d'exécution** précisant les conditions d'admission ainsi que les cursus d'études possibles au sein des HES. Ces ordonnances doivent entrer en vigueur en octobre 1996, de sorte que les premières universités des métiers pourront ouvrir leurs portes dès l'année académique 1997/98.

La petite Chambre a en outre transmis comme postulat une motion Onken (ps, TG) chargeant le gouvernement d'élaborer, d'entente avec les cantons, un **projet global cohérent sur les HES**. Celui-ci devra contenir des propositions en matière de coordination des différentes HES et prendre en compte le contexte européen.

Les différentes écoles professionnelles n'ont pas attendu l'aval du parlement pour pouvoir être en mesure, le cas échéant, de devenir l'une des dix HES devant être créées d'ici 2003. De multiples **tentatives de collaboration**, souvent intercantionales, ont été ébauchées, voire conclues. C'est ainsi que les cantons romands, après avoir hésité à créer deux HES, l'une consacrée aux sciences techniques et la seconde englobant les formations tournées vers les services, ont opté pour une seule université des métiers regroupant tous les domaines et organisée en réseau. Cette haute école spécialisée de la Suisse romande (HES-SO) – dont le projet s'est heurté à l'opposition des enseignants des écoles techniques genevoises et de la gauche favorables à une HES uniquement genevoise – devrait regrouper quelque vingt écoles et comprendre pas moins de

3600 étudiants. D'autres projets de fusion d'écoles existantes en vue de la constitution d'universités de métiers ont été mis sur pied dans le canton de Berne, dans celui du Tessin ainsi qu'en Suisse orientale, centrale et nord-occidentale. Enfin, il est à noter que le Conseil fédéral désignera en 1996 les projets qui recevront le label HES.

La Conférence des directeurs de l'instruction publique a élu les 13 **membres du Conseil suisse des HES**, qui sera chargé de superviser la création des universités des métiers. Cet organe est composé de représentants des cantons et de la Confédération ainsi que de directeurs d'écoles d'ingénieurs.

1996

Le Conseil fédéral devant désigner en 1997 les écoles supérieures professionnelles qui recevront le label de haute école spécialisée (HES), **de nombreux projets ont été déposés auprès de l'OFIAMT**. Parmi les différentes candidatures, trois consacrent des collaborations intercantionales. En effet, la Suisse romande, la Suisse centrale et celle orientale (canton de Zurich compris) ont chacune proposé de regrouper, au sein de leur région respective, les différentes écoles supérieures professionnelles sous une seule organisation et direction. Cinq autres candidatures proviennent des cantons de Berne, Soleure, Bâle (BS/BL), Argovie et Tessin et intègrent, au sein de chaque canton respectif, les établissements concernés sous un seul organisme faitier. Enfin, deux candidatures sont le fait d'écoles privées. En ce qui concerne les domaines d'enseignement et de recherche prévus, l'ensemble des projets comprend les matières mentionnées prioritairement par la loi: à savoir, les sciences techniques (ingénierie et architecture), l'économie, l'agriculture et les arts appliqués. Certains projets, essentiellement ceux alémaniques, envisagent cependant également de comprendre des formations dans les domaines social, médical, pédagogique et artistique (arts visuels et musique). Ces secteurs ne devraient pas recevoir d'aide de la part de la Confédération, du moins dans un premier temps.

Dans un **rapport intermédiaire** non publié **sur les différentes candidatures**, le Conseil suisse des HES – organe de la CDIP chargé de la coordination des futures universités des métiers – a dénoncé l'esprit de clocher qui présidait à leur élaboration. Selon le rapport, la plupart des projets – et notamment ceux de la Suisse nord-occidentale – ne seraient pas suffisamment coordonnés, cette situation conduisant à des surcapacités inquiétantes particulièrement en ingénierie et en architecture. De manière générale, les HES esquissées étaient plus des agglomérats d'établissements faiblement reliés les uns aux autres que des structures intégrant solidement les différentes entités. Outre ce problème structurel, le Conseil suisse des universités des métiers a également relevé que la place faite au sein de chaque projet à la recherche appliquée était trop peu importante. L'organisme de la CDIP a rappelé à ce sujet que le développement d'activités scientifiques était évidemment une condition indispensable pour que l'octroi du "label HES" ne soit pas qu'un simple "changement d'étiquette". Selon les termes du rapport, il fallait par ailleurs pousser plus loin la spécialisation des différents sites et viser à la création de véritables centres de compétences, certaines écoles devant à tout prix se résigner à céder certains domaines scientifiques. Enfin, les experts de la CDIP ont exigé que les différentes HES harmonisent les conditions d'entrée pour les étudiants, ce afin d'éviter que ces derniers ne se détournent de certains établissements au profit d'autres moins exigeants.

Le Conseil fédéral a pour sa part adopté la **législation d'application relative à la nouvelle loi sur les HES**. Selon l'ordonnance d'exécution, les détenteurs de maturité professionnelle pourront entreprendre, sans autres formalités, leur formation au sein des universités des métiers. Des candidats au bénéfice d'un certificat fédéral de capacité (ou d'une autre formation) pourront également être acceptés au sein des HES à condition de passer avec succès un examen d'entrée et d'être au bénéfice d'une expérience professionnelle d'une année dans la branche d'étude choisie. Par ailleurs, conformément aux vœux exprimés par la CDIP, l'ordonnance de l'exécutif prévoit que les détenteurs actuels de certificats d'écoles supérieures pourront obtenir dès l'an 2000 le titre délivré par les futures universités des métiers à condition d'être au bénéfice d'une expérience professionnelle d'au moins 5 ans ou d'avoir effectué un diplôme postgrade au sein d'une des HES.

1997

Bis Ende Februar hätte die erst im letzten November eingesetzte Eidgenössische Fachhochschulkommission (**EFHK**) unter Leitung von Ascom-Direktor Hansjürg Mey dem Bundesrat eine Auswahlempfehlung zu den Fachhochschulen bekannt machen sollen, damit dieser im Frühjahr die entsprechenden Anerkennungen hätte erteilen können. Nur so hätten die ersten Studierenden im Schuljahr 1997/98 an den Fachhochschulen ihre Ausbildung beginnen können. Der in einem eher unhelvetischen Tempo geplante Umbau der rund 60 Höheren Fachschulen der Bereiche Wirtschaft, Technik und Gestaltung in "ungefähr zehn" Fachhochschulen bis zum Jahr 2003 geriet jedoch in Verzug: Die EFHK äusserte im Februar aufgrund der bislang eingegangenen Gesuche qualitative und strukturelle Bedenken und bemängelte insbesondere, dass Ansätze zur Schwerpunktbildung und Interdisziplinarität fehlten. Der viel zitierte Aufbruch der Reform erschöpfe sich noch vielerorts im Prinzip der regionalen Besitzstandswahrung. Um zu verhindern, dass über bestehende Strukturen einfach der Titel Fachhochschule gesetzt wird und um ein konkretes Anforderungsprofil für Fachhochschulen erstellen zu können, erwirkte die EFHK beim Bundesrat eine **Verschiebung des Anerkennungsverfahrens** von Februar auf November 97. Damit wird der Bundesrat erst im Frühjahr 1998 über die Gesuche entscheiden. Um den Start der Hochschulreform aber nicht de facto um ein Jahr verschieben zu müssen, setzte die EFHK eine **Übergangsregelung** durch, gemäss der die Fachhochschulstudiengänge rückwirkend auf Beginn des Studienjahres 1997/98 (1. Oktober 1997) anerkannt werden. Wer im Herbst 1997 sein Studium in einem Lehrgang aufnahm, der die rückwirkende Genehmigung nicht erhält, kann entweder ein Diplom alter Ordnung mit nachträglicher Aufwertung zu einem Fachhochschuldiplom anstreben oder in einen genehmigten Fachhochschul-Studiengang wechseln, sofern die dafür notwendigen Bedingungen erfüllt werden.

Mitte April legte die EFHK das **Konzept** eines dreistufigen Anerkennungsverfahrens, das zwischen Studiengang, Teilschule und Fachhochschule unterscheidet, und einen entsprechenden **Kriterienkatalog** vor. Als Fachhochschul-Studiengang gilt eine Lehrveranstaltung, bei der mindestens 15 Studierende unterrichtet oder jährlich wenigstens zehn Diplome ausgestellt werden. Als Teilschule einer Fachhochschule bewerben kann man sich, wenn der rechtlich-politische Einbau in die Fachhochschule gewährleistet ist, mindestens drei anerkannte Studiengänge angeboten werden, 80% der Lehrkräfte über einen Hochschulabschluss verfügen,

ein System der Qualitätssicherung fest installiert ist und für Dozierende ein Anreizsystem für die Übernahme von Forschungs- und Entwicklungsaufgaben besteht. Den **Titel Fachhochschule** schliesslich erhält nur, wer unter seinem Dach mindestens je eine anerkannte Technikerschule (HTL), Wirtschafts- und Verwaltungsschule (HWV) sowie möglichst eine Gestaltungsschule (HFG) vereinigen kann, die über interdisziplinäre Lehrveranstaltungen verbunden sind. Weitere Kriterien sind u.a. die klare Trennung von strategischer und operativer Leitung, die Spezialisierung auf ein Schwerpunktstudium sowie die Sicherstellung von angewandter Forschung und Entwicklung und die Zusammenarbeit mit Hochschul- und Forschungseinrichtungen im In- und Ausland. Dozierende brauchen in der Regel einen Hochschul- bzw. Fachhochschulabschluss.

Weiter gab die EFHK die Empfehlung ab, gesamtschweizerisch nur sieben Fachhochschulen zu schaffen. Nachdem 1996 zehn Gesuche gestellt worden waren, stieg die Zahl bis Mitte Berichtsjahr aber auf **insgesamt 14 Gesuche** an. Neun kamen aus der Deutschschweiz, je eines aus dem Tessin und der Westschweiz und drei von Privaten (Akad, Fern-FH-Brig sowie die in einem Verein zusammengeschlossenen Feusi Bern, Kaderschule St. Gallen und Regensdorf). Der Anstieg der Gesuche hatte insbesondere damit zu tun, dass der geplante **Fachhochschulverbund Zürich – Ostschweiz** (SG, TG, SH, GL, GR, AI und AR) im Frühjahr **scheiterte**. Der Kanton Zürich entschied sich für den Alleingang, weil er mit der Forderung nach mehr Mitspracherecht für Standortkantone von Fachhochschulen nicht durchkam. Die Ostschweizer Erziehungsdirektorenkonferenz reichte deshalb vier individuelle Gesuche – Zürich, St. Gallen, Rapperswil/Wädenswil (SG/ZH) und Chur/Samedan/Buchs (GR/SG) – ein. Die EFHK empfahl jedoch, in der **Ostschweiz** lediglich zwei Fachhochschulzentren entstehen zu lassen: eines in der Südostschweiz mit Standorten in Buchs, Chur, Samedan und dem liechtensteinischen Schaan sowie eine in Zürich, der auch die Schulen in Rapperswil und St. Gallen angeschlossen werden sollen. Ausserdem forderte sie in der **Nordwestschweiz** einen Verbund der Kantone Aargau, Solothurn und der beiden Basel, die drei individuelle Gesuche eingereicht hatten.

Die **Westschweiz** bekundete mit dem Aufruf zur Regionalisierung weniger Mühe. Zu Beginn des Jahres stellten die sechs französisch- oder zweisprachigen Kantone (GE, VD, NE, VS, FR und JU) die Haute école spécialisée de Suisse occidentale vor. Insbesondere aus Genf erhob sich zwar Widerstand gegenüber einer gemeinsamen Westschweizer Fachhochschule. Im Juni lehnten die Genfer Stimmbürger eine Volksinitiative der Linken, die eine eigene Fachhochschule für Genf verlangte, um den Bildungsstandort Genf zu sichern, jedoch ab.

Ende November **beantragte die EFHK dem Bundesrat definitiv, nur sieben Fachhochschulzentren zu genehmigen**: Westschweiz, Südschweiz (Tessin), Bern-Mittelland, Zentralschweiz, Südostschweiz, Nordwestschweiz (BS, BL, AG und SO) sowie Zürich-Nordostschweiz. Rund 30 der heute 240 Studiengänge sollen aufgehoben werden, wobei vor allem das Ingenieurwesen, die Architektur und Raumplanung sowie die Betriebswirtschafts- und Verwaltungslehre betroffen sind. Das Bewilligungsverfahren für die Schulen für Gestaltung verzögerte sich um einige Monate. Im Herbst 98 sollen die Schulen offiziell als Fachhochschulen den Lehrbetrieb weiterführen können. Im kurzen **Vernehmlassungsverfahren**, das bis zum 15. Dezember dauerte, wehrten sich insbesondere die beiden Basel, Aargau und Solothurn einmal mehr gegen den geplanten "Zwangsverbund" Nordwestschweiz. Die Erziehungsdirektorenkonferenz der Ostschweizer Kantone beantragte, die FHS Südostschweiz in

FHS Ostschweiz umzubenennen und das Technikum Rapperswil (ITR), das der FHS Zürich-Nordostschweiz zugeordnet wurde, der FHS Ostschweiz anzugliedern.

Nationalrat Randegger (fdp, BS) machte auf die Ungleichbehandlung der Hochschulen und der in Gründung begriffenen Fachhochschulen bezüglich **erwirtschafteter Erträge** aufmerksam. Indem den Fachhochschulen solche von dem für die Bundesbeiträge anrechenbaren Gesamtaufwand abgezogen werden sollen, bestünden keinerlei Anreize mehr für Wissens- und Technologietransfer in Wirtschaft und Gesellschaft. Der Nationalrat überwies ein Postulat zur Prüfung dieser Frage.

1998

Die Kantone als wichtigste Träger der schweizerischen FHS organisierten im Berichtsjahr ihre Zusammenarbeit im Rahmen der Erziehungsdirektorenkonferenz (EDK) neu. Diese verabschiedete die bereinigten **interkantonalen Vereinbarungen** über die Fachschulen (FS) und die FHS. Sie sichern den freien Zugang zu allen anerkannten FHS sowie den pädagogischen Hochschulen über die Kantonsgrenzen hinaus. Es wurden Beiträge pro Studierenden in der Höhe von 5000 bis 25 000 Fr. vorgesehen, welche die Kantone zu leisten haben.

Als oberstes Organ in diesem Bildungsbereich hielt der neu zusammengesetzte **Fachhochschulrat** der EDK im November seine konstituierende Sitzung ab. Der Rat setzt sich aus den delegierten Erziehungsdirektoren der sieben vom Bund anerkannten FHS-Kantone bzw. FHS-Regionen zusammen; vertreten sind zudem der Bund, die Sanitätsdirektorenkonferenz, die Hochschulkonferenz (SHK) und die FHS-Direktoren. Hauptaufgaben des FHS-Rats stellen die gemeinsame Planung des Ausbaus der FHS und die spezielle Förderung jener FHS-Bereiche dar, die nicht der Rahmengesetzgebung des Bundes unterstehen. Der neue Rat beschloss, nach den erfolgreichen Verhandlungen mit den ETH, bei welchen ein Durchbruch hinsichtlich der gegenseitigen Anerkennung der Studienleistungen erzielt worden war, nun mit Nachdruck auf eine allgemeine Regelung der Passerellen zwischen FHS und Universitäten hinzuwirken. Die SHK wurde ersucht, das Diplom einer anerkannten FHS als Zugangsausweis für die Universitäten anzuerkennen.

Der Bundesrat genehmigte auf Antrag der Eidgenössischen Fachhochschulkommission (EFHK) **sieben FHS** – je eine in der Westschweiz, in der italienischen Schweiz, in Bern, in der Nordwestschweiz, in der Zentralschweiz, in Zürich und in der Ostschweiz. Die Genehmigung wurde in den meisten Fällen mit Auflagen verbunden, die bis spätestens 2003 erfüllt sein müssen. Die Auflagen betreffen eine weitergehende Koordination bzw. eine Zusammenlegung von Studiengängen oder gar von einzelnen der heutigen Höheren Fachschulen.

Etliche Kantone wurden durch die Beschränkung der Anzahl FHS gezwungen, ihre Schulen zusammenzulegen. **Passiver Widerstand** gegen den Vollzugszwang des Bundes machte sich im Laufe des Berichtsjahres bemerkbar. So hatte der Bundesrat gegen den Willen der betroffenen Kantone beschlossen, für **Basel-Stadt, Basel-Landschaft, Solothurn und Aargau** bis im Jahr 2003 nur eine interkantonale FHS anzuerkennen. Im September brach in Basel helle Aufregung aus, nachdem die Aargauer Regierung ihre Absicht bekannt gegeben hatte, ihren FHS-Standort

auf Brugg-Windisch zu konzentrieren. Dies wurde in Basel als direkte Konkurrenz für den bestehenden Standort Muttenz empfunden. In einer Interpellation brachte Nationalrat Gysin (fdp, BS) seine Besorgnis zum Ausdruck, der Aargauer Entscheid werde einen destruktiven **Konkurrenzkampf** um vermeintliche Standortvorteile auslösen. Er forderte den Bundesrat auf, vom Vier-Kantone-Projekt abzusehen, Basel und das aargauische Fricktal für sich zu lassen und den Kantonen Aargau und Solothurn eine FHS Mittelland zu erlauben. Der Ständerat befasste sich seinerseits mit einer Interpellation Plattner (sp, BS), die den Bundesrat ebenfalls beschwor, nicht an der geltenden Vorgabe festzuhalten. Für die beiden Basel sei die trinationale Zusammenarbeit wichtiger als die interkantonale. Es wäre Studenten aus Lörrach beispielsweise nicht zumutbar, etwa ins solothurnische Oensingen zu reisen. Bundesrat Couchepin bemühte sich, die Wogen zu glätten, sah aber keinen Anlass, von der bundesrätlichen Politik abzuweichen. Würde er auf das Basler Begehren einschwenken, könnte er ein Präjudiz schaffen, worauf auch andere FHS-Regionen auseinander fallen könnten. Die **starke Vernetzung** der FHS-Einrichtungen der Nordwestschweiz sei erforderlich, damit die Hochschule im Wettbewerb bestehen könne. Im Rahmen der Botschaft über die Förderung von Bildung, Forschung und Technologie bekräftigte der Bundesrat Ende Jahr erneut, dass es bloss sieben FHS geben werde. Er erwartete bis Ende 2000 Fusionen von benachbarten Teilschulen und eine bessere Abstimmung einzelner Studiengänge, die sich thematisch nahestehen.

Die **FHS Westschweiz**, zu welcher die Kantone GE, VD, NE, JU, FR und VS im Verbund zusammengeschlossen sind, etablierte sich im Berichtsjahr als feste Struktur und wird ab 1999 erstmals mit definitivem eigenem Budget arbeiten. Die Ostschweizer Kantone beschlossen, sich zum Verbund der **Ostschweizer FHS** zusammenzuschliessen, unter dessen Dach die FHS in Chur (GR), Buchs, Rapperswil und St. Gallen (alle SG) vereinigt werden, und besiegelten im August einen ersten Kooperationsschritt mit der gegenseitigen Anerkennung des Grundstudiums zwischen den Schulen in Chur, Vaduz (FL) und St. Gallen. Die Zürcher Bevölkerung genehmigte mit dem Fachhochschulgesetz den rechtlichen Rahmen für einen **Verbund von Hochschulen im Kanton Zürich**. Im Oktober nahm die erste **Schweizerische Fachhochschule für die Gesundheitsberufe** in Aarau ihren Betrieb auf, nachdem der nötige Rahmenvertrag zwischen dem Schweizerischen Roten Kreuz und dem Kanton Aargau unterzeichnet worden war. Auch die Konturen der **FHS Zentralschweiz** mit ihren fünf Teilschulen in Luzern wurden gegen Ende Jahr deutlicher. In den Bereichen Technik und Architektur, Wirtschaft sowie Gestaltung und Kunst wurde bereits auf FHS-Stufe unterrichtet. Die Solothurnische Regierung legte schliesslich ihren Vorschlag zur Konzentration der **FHS Solothurn/Nordwestschweiz** auf den Standort Olten vor.

Der Nationalrat überwies ein Postulat seiner WBK betreffend die Erstellung einer Basis für die internationale **Anerkennung der FHS-Diplome im Ausland** – insbesondere in der EU und in Nordamerika – sowie ein Postulat Berberat (sp, NE) betreffend die **Kostenübernahme durch den Bund** für das Angebot von FHS-Nachdiplomstudien.

Der Bundesrat beschloss im Mai ein Ausbildungsangebot, das künftigen Turnlehrern neu einen **FHS-Studiengang an der Eidgenössischen Sportschule Magglingen** ermöglicht. Der neue Studiengang umfasst die Turnlehrausbildung, die Ergänzungslehrgänge für Sportstudenten an Universitäten sowie Angebote im Nachdiplombereich. Magglingen wird zudem eng mit der Berner FHS zusammenarbeiten.

1999

Im Rahmen der Sammelbotschaft über die Förderung von Bildung, Forschung und Technologie in den Jahren 2000-2003 stimmte die Bundesversammlung der **Teilrevision des Fachhochschulgesetzes** sowie der Bereitstellung von 847 Mio Fr. für die Finanzierung der Fachhochschulen in den Jahren 2000-2003 oppositionslos zu. Die Gesetzesrevision soll den Prozess des Aufbaus von sieben Fachhochschulen (FHS) mit klaren, qualitativ ausgerichteten Vorgaben unterstützen.

An einem vom Bundesamt für Berufsbildung und Technologie (BBT) und dem Fachhochschulrat der Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren organisierten Kongress wurde Bilanz über die Erfüllung der Vorgaben zur **Konzentration der sieben FHS** (Bern, Zürich, Ostschweiz, Nordwestschweiz, Zentralschweiz, Westschweiz, italienische Schweiz) gezogen. Positiv fiel das Fazit angesichts der über 260 Projektgesuche in angewandter Forschung und Entwicklung sowie der Dynamik im Aufbau von Kompetenz-Netzwerken vorab im Technikbereich aus. BBT-Direktor Hans Sieber gab aber auch seinen Befürchtungen Ausdruck, die Reformen könnten angesichts der ungenügenden Kooperation zwischen FHS und Universitäten bereits an den Schulhaus- oder Kantonsgrenzen auflaufen. Er beklagte zudem, dass noch nicht alle FHS in ihre strategischen Führungsorgane profilierte Wirtschaftsführer aufgenommen hätten, wie dies im Sinne eines Know-how-Transfers zur Wirtschaft vom Bundesrat gewünscht worden war. Das ehrgeizige Unterfangen, mit dem die Landesregierung 28 Ingenieurschulen, 21 höhere Wirtschafts- und Verwaltungsschulen sowie neun Schulen für Gestaltung (mit 174 Studiengängen) zu Fusions-, Konzentrations- und Koordinationsanstrengungen angehalten hatte, löste **regionalpolitische Grabenkämpfe** um die Schulstandorte aus. Am ersten nationalen Treffen der Fachhochschul-Dozierenden im September ging Bundesrat Couchepin auf die Spannungen zwischen Bund und regionalen Trägerschaften der FHS ein: Wenn der Bund von der Vision „Fachhochschule Schweiz“ ausgehe und die Region als „ausgedehnten Wirtschaftsraum“ verstehe, verwendeten die Trägerschaften den Begriff oft zur Verteidigung kleiner Schulen mit bloss lokaler Ausstrahlung. Auch wenn die angestrebte Konzentration von Studiengängen und Mitteln im Einzelfall einschneidend und scherzhaft sein könne, gewähre doch nur dieser Weg die Entstehung leistungsstarker Ausbildungs- und Forschungsschwerpunkte. Bis zum Ablauf der Aufbauphase bzw. der Frist zur Umsetzung der Auflagen im Jahre 2003 schienen also noch etliche Anpassungen nötig. Der Bundesrat stellte dem Parlament einen Zwischenbericht für Herbst 2000 in Aussicht.

Mit Inkrafttreten der neuen Bundesverfassung erhielt der Bund eine **neu umschriebene Förderkompetenz für alle Fachhochschulen**. Bei der Anschlussgesetzgebung ging es also darum, die bisher kantonal geregelten Bereiche der Sozialen Arbeit, der Musik, der Kunst und der Gesundheit in das Regelwerk des Bundes zu integrieren. In diesem Sinne nahm der Bundesrat eine von beiden Kammern diskussionslos überwiesene Motion der nationalrätlichen WBK entgegen. Sie verlangt, dass eine Revision des Fachhochschulgesetzes die FHS im gesamten beruflichen Bereich regeln soll. Die grosse Kammer überwies zudem ein Postulat ihrer WBK, das im Rahmen der anwendungsorientierten Forschung und Entwicklung an den Fachhochschulen Möglichkeiten einer Kompetenzübertragung weg von den Kantonen an den Nationalfonds oder an die Kommission für Technologie und Innovation (KTI) geklärt haben möchte. Der Vorstoss fragt zudem nach dem Umfang der notwendigen finanziellen Mittel, damit Forschungsprojekte im FHS-

Bereich denjenigen Projekten in nichts nachstehen, die in vom Bund betreuten Bereichen angesiedelt sind.

In den Kantonen schritt der **Ausbau der kantonalen Fachhochschul-Studiengänge** voran. Einige Studiengänge bisheriger höherer Fachschulen für Soziale Arbeit wurden in die Fachhochschulen Zentralschweiz und Ostschweiz einbezogen und ergänzten damit die bereits bestehenden Angebote. Vier ehemalige Konservatorien wurden zu Musikhochschulen (Musikhochschule und Schola Cantorum Basiliensis, Hochschule Musik und Theater der Zürcher FHS, Musikhochschule Luzern und Hochschule für Musik und Theater Bern /Biel); die Studiengänge Angewandte Linguistik wurden in die Zürcher Hochschule Winterthur und die Hochschule für Angewandte Psychologie Zürich in die Zürcher Fachhochschule integriert.

Der **interkantonalen Fachhochschulvereinbarung** waren bis zum Jahresende 22 Kantone und das Fürstentum Liechtenstein beigetreten, so dass das Regelwerk in Kraft treten konnte. Hingegen waren bis Ende des Berichtsjahres erst 14 Beitritte zur **interkantonalen Fachschulvereinbarung** zu verzeichnen. Die Ratifizierung und Ingangsetzung der Rahmenvereinbarung stellte mehreren Kantonen Probleme aufgrund der schwierig absehbaren finanziellen Folgen.

Die EDK erliess zum Zweck der Vereinheitlichung der **Anerkennung kantonalen Fachhochschuldiplome** „Profile“ für die nicht vom Bund geregelten Bereiche Musik, Theater, angewandte Psychologie, angewandte Linguistik sowie Gestaltung und Kunst. Die Profile umschrieben die Ziele und wichtigsten Strukturelemente dieser Bildungsgänge.

Das EVD erteilte der **Westschweizer FHS (HES-SO)** im Rahmen des FHS-Konkordats eine provisorische Bewilligung bis 1.1.2003. Bis zu diesem Datum muss die HES-SO die nötigen Restrukturierungsmassnahmen zur Konzentration ihrer 16 Standorte ergreifen. Ende Jahr zog das strategische Komitee der HES-SO eine erfreuliche Bilanz hinsichtlich wachsender Studierendenzahlen und blühender Aktivitäten im Bereich der angewandten Forschung.

Die Regierungen der Kantone Aargau und Solothurn unterzeichneten Ende Jahr eine Absichtserklärung zur Schaffung einer gemeinsamen, auf den Raum Aarau-Olten konzentrierten FHS der Bereiche Technik, Wirtschaft, Gestaltung, Gesundheit und Soziale Arbeit. In seiner Genehmigungsentscheid von 1998 hatte der Bund die Fachhochschulprojekte Aargau, Solothurn und beider Basel zu einer Fachhochschule zusammengefasst und die vier Kantone zu einer sinnvollen Form der interkantonalen Zusammenarbeit im **FH-Verbund Nordwestschweiz (FHNWCH)** mit gemeinsamer Trägerschaft verpflichtet. Die Kantone Aargau und Solothurn eröffneten eine Vernehmlassung zu den Grundsätzen der geplanten Kooperation, die in einem von den Kantonsparlamenten zu genehmigenden Trägerschaftsvertrag münden sollte. Hingegen blieb eine weitergehende Zusammenarbeit mit den beiden Basler Kantonen noch offen. Denn trotz gut 30 gemeinsamen umgesetzten bzw. angelaufenen Projekten der FHNWCH, dank welchen die Einhaltung der Vorgaben des Bundes gesichert schien, bestanden auf politischer Ebene unterschiedliche Vorstellungen einer gemeinsamen Trägerschaft. Dabei nahmen Basel-Land und Basel-Stadt gegenüber dem offensiven Vorpreschen des Kantons Aargau eine eher bremsende Haltung ein. Mit Enttäuschung war in Basel zur Kenntnis genommen worden, dass der Bundesrat

das Gesuch um Anerkennung des Hauptstudiengangs für angewandte Informatik an der FHS beider Basel (FHBB) abgelehnt hatte. Demgegenüber stimmten die Basler Kantonsparlamente für eine Erweiterung der FHBB um den Bereich Gestaltung, womit sie erneut den Aargau mit seinen Fusionsvorschlägen abblitzen liessen. **Regionale Empfindlichkeiten** und das Vorantreiben je eigener Prestigeprojekte boten das ganze Jahr über Anlass zu emotional geführten Diskussionen. Die SP-Kantonalparteien aller vier Kantone setzten sich für eine Stärkung der Zusammenarbeit ein und verlangten mittels Vorstössen eine gemeinsame Pädagogische FHS.

2000

Der **Aufbau der Fachhochschulen (FHS)** als eines der grossen Projekte der Schweizer Bildungsreform hatte im Berichtsjahr Halbzeit, was der Bundesrat als Anlass für eine **Standortbestimmung** nahm. Im Hinblick auf das hoch gesteckte Ziel, bis 2003 das Hochschulangebot um international anerkannte, berufsorientierte Ausbildungsgänge zu erweitern und damit den Nachwuchs an praktisch und wissenschaftlich ausgebildeten Kaderleuten zu sichern, musste die vom zuständigen Wirtschaftsminister Couchepin gezogene Bilanz zwiespältig ausfallen. Denn die Konzentration der FHS auf sieben Standorte als wichtigste Vorgabe des Bundes stiess nach wie vor auf erheblichen Widerstand. Die ungebrochene Tendenz zur Besitzstandwahrung jedes einzelnen Standortes zeitigte ihre Folgen in einem Überangebot an Lehrgängen. So boten die sieben vom Bund anerkannten FHS der Schweiz (Tessin, Westschweiz, Bern, Zentralschweiz, Ostschweiz, Nordwestschweiz und Zürich) rund 221 Ausbildungslehrgänge an, von denen aber etwa die Hälfte von weniger als 15 Studierenden besucht wurden. Um der drohenden Ineffizienz entgegenzuwirken, betonte Bundesrat Couchepin die Notwendigkeit, dass die Schulen den Konzentrationsprozess zu Ende führten, ihr Angebot um rund die Hälfte kürzten und schliesslich auch zur Schliessung gewisser Schulstandorte schritten. Bis 2003 sollen die FHS-Ausbildungsgänge mittels Peer-Reviews – von unabhängigen, aus Vertretungen der Forschung und der Wirtschaft international zusammengesetzten Kommissionen vorgenommene Evaluationen – auf ihre Qualität hin überprüft werden. Anfangs des Berichtsjahres hatten sich die sieben FHS in der **Konferenz der Fachhochschulen der Schweiz (KFH)** zusammengeschlossen, um gemeinsam die Interessen der FHS wahrnehmen zu können. Die KFH will sich für eine Koordination der Bildungsangebote, eine enge Zusammenarbeit mit den Universitäten und den ETH sowie für eine internationale Anerkennung der schweizerischen FHS-Ausbildungen einsetzen.

Die Zusammenfassung der FHS-Projekte Aargau, Solothurn und beider Basel im **FH-Verbund Nordwestschweiz (FHNWCH)** bot auch in diesem Berichtsjahr Anlass zu heftigen Diskussionen. Im Februar kam es zu einer überraschenden **Studiengang-Rochade** zwischen der FHS Aargau und der FHS der beiden Basel: Die Architektur und das Ingenieurwesen gingen nach Muttenz; der Aargau erhielt im Gegenzug den Ausbildungsgang Bauprozess-Manager. Dadurch konnte das lange Seilziehen um die Studiengänge entschieden werden. Hingegen war der Aufbau einer gemeinsamen FHS mit **Doppelstandort in Aarau und Olten**, auf den sich die Kantone Solothurn und Aargau im Dezember 1999 geeinigt hatten, immer noch stark umstritten. Die Standortfrage spaltete insbesondere im Kanton Aargau die politischen Lager und führte zum Regionenstreit, da der Ostaargau den bisherigen Standort Brugg nicht zugunsten von Aarau aufgeben wollte. Im April wurde die Vernehmlassung zum 300-Millionen-Projekt in beiden Kantonen abgeschlossen. Die

Vernehmlassungsergebnisse stützten die Idee einer fusionierten FHS mit Doppelstandort Aarau-Olten. Eine erneute Aufforderung zur Kooperation ging an die beiden Basler Kantone, wobei die Standortfrage nicht vorweg, sondern in einem „Gesamtpaket“ entschieden werden soll. Entsprechende Vorlagen an die Parlamente der Kantone Solothurn und Aargau wurden für die erste Hälfte 2001 in Aussicht gestellt.

Die beinahe einstimmige Zustimmung der Zentralschweizer Kantonsparlamente zum FHS-Konkordat ebnete den Weg zur **Fachhochschule Zentralschweiz (FHZ)**. Der Konkordatsrat als politisches Leitorgan und oberste vollziehende Behörde der FHZ konnte zu Jahresbeginn seine Arbeit aufnehmen. In einer Absichtserklärung bekräftigten die Erziehungsdirektoren der Kantone **Neuenburg, Jura und Bern** ihren Willen zur Schaffung einer einzigen **Ingenieurschule**. Mit der Fusionierung der bisherigen Schulen von Le Locle (NE) und St. Imier (BE) soll die neue Schule als Teil der FHS Westschweiz künftig ihren Standort in St. Imier haben.

Der Nationalrat überwies eine Motion Imhof (cvp, BL), welche vom Bundesrat die **Wiedereinführung** der vom Bundesamt für Wirtschaft und Arbeit abgeschafften **praktischen Fachprüfung** für gymnasiale Maturandinnen und Maturanden, die in eine FHS technischer Richtung eintreten wollen, verlangt. Damit solle Chancengleichheit bei der Aufnahme in Technische FHS hergestellt und dem Missstand vorgebeugt werden, dass Kandidatinnen und Kandidaten mit einer abgeschlossenen Berufslehre die technische Prüfung nicht bestünden, während Maturandinnen und Maturanden mit einem ungleich kleineren technischen Verständnis und Wissen prüfungsfrei eintreten könnten. Der Ständerat überwies seinerseits mit 20 zu 18 Stimmen eine Motion Beerli (fdp, BE), die einen **vereinfachten Zugang zu den FHS** in der Informations- und Kommunikationstechnik (IKT) für Absolventinnen und Absolventen eines Gymnasiums verlangt. Die Ermöglichung des examenfreien Einstiegs in eine IKT-Ausbildung für Maturandinnen und Maturanden sei durch eine entsprechende Änderung des Gesetzes über die Fachhochschulen im Sinne einer Flexibilisierung nötig, um den Mangel an Informatikerinnen und Informatikern aufzufangen. Kritik an diesem Vorschlag war von Seiten des Christlichnationalen Gewerkschaftsbundes (CNG) laut geworden, der insbesondere eine Aufwertung der Gymnasialmatura auf Kosten der Berufslehre, eine Bevorteilung der Gymnasiastinnen und Gymnasiasten sowie eine Verschulung des ersten Fachhochschuljahres befürchtete.

2001

Mitte des Berichtsjahres zeichnete der Bundesrat die ersten **fünf nationalen Kompetenznetzwerke der FHS** in den Bereichen Informations- und Kommunikationstechnologie, Mikroelektronik, Holz, Produktion und Logistik sowie Biotechnologie aus. Mit den Kompetenznetzwerken wird laut Bundesamt für Bildung und Technologie (BBT) die Bündelung der Kräfte im FHS-Bereich im Sinne einer Kombination von Wissen und Können sowie die Sicherung eines intensiven Austauschs zwischen den FHS, anderen Hochschulen und der Wirtschaft angestrebt. Die ausgezeichneten Netzwerke sollen durch die Kommission für Technologie und Innovation (KTI) in Fragen des Netzwerkmanagements unterstützt werden; für einzelne Forschungsprojekte ist auch eine finanzielle Unterstützung vorgesehen.

Beide Räte überwiesen eine Motion Bieri (cvp, ZG), mit welcher eine Teilrevision des FHS-Gesetzes (FHSG) zur raschen Unterstellung der FHS in den Bereichen **soziale Arbeit, Gesundheit, Musik und Kunst** unter die eidgenössische Gesetzgebung gefordert wird. Für die **Schaffung einer Westschweizer FHS für Gesundheit und soziale Arbeit** unterzeichneten zu Beginn des Berichtsjahres die zuständigen Regierungsvertreter der französisch- und zweisprachigen Kantone eine interkantonale Vereinbarung. Die geplante FHS, über welche nun die kantonalen Parlamenten zu verhandeln haben, soll Ende 2002 an 18 Schulstandorten ihre Arbeit aufnehmen.

Im November einigten sich die Bildungs- und Erziehungsdirektoren beider Basler Kantone, des Aargaus und Solothurns auf eine **verstärkte Zusammenarbeit** ihrer FHS, um die Bundesbedingungen für die Anerkennung der **FHS Nordwestschweiz** zu erfüllen. Mit einer entsprechenden Vereinbarungsunterzeichnung wurden dem bestehenden Kooperationsrat neue Aufgaben, Kompetenzen und Mittel zugewiesen. Zudem beschlossen die Erziehungsdirektoren ein gemeinsames Portfolio, das die Studiengänge, Vertiefungsrichtungen und Schwerpunkte der FHS Nordwestschweiz verbindlich festschreibt. Kurz nacheinander kam es dann im Dezember zu zwei **Standortentscheiden** in den Kantonsparlamenten Aargau und Solothurn. Der Aargauer Grosse Rat stimmte einer Fusion der bestehenden FHS und ihrer Konzentration auf einem Campus in **Brugg-Windisch** sowie einer Aufhebung der Berufsschulen in Brugg zu. Insbesondere die Hauptstadt Aarau hatte gegen diesen Entscheid Opposition gemacht, der nun das ursprüngliche Ansinnen der beiden Kantone auf Schaffung einer gemeinsamen FHS im Raum Aarau-Olten scheitern liess. Der Solothurner Kantonsrat bewilligte seinerseits eine Konzentration der FHS für alle Fachrichtungen in **Olten** und hiess den Verbleib der Technikerschule in Grenchen gut. Im weiteren stimmten die Regierungen der beiden **Basel** einem Staatsvertrag zu, der ab Sommer 2002 eine Zusammenlegung der Lehrerausbildung in den beiden Kantonen dank der **Schaffung einer neuen FHS** vorsieht.

Der Nationalrat gab einer Motion Kofmel (fdp, SO) in abgeschwächter Form als Postulat Folge und verlangte damit vom Bundesrat die Prüfung einer **Revision des FHSG** im Sinne einer **Umwandlung in ein Rahmengesetz**. Dieses soll erstens revidierte Zulassungsbedingungen enthalten: Maturaabgängerinnen und -abgänger sind wie bisher zu einer einjährigen Arbeitspraxis verpflichtet, diese ist jedoch neu nicht mehr an eine Fachrichtung gebunden und muss eventuell nicht mehr zwingend vor dem Eintritt in die FHS geleistet werden; jede der fünf Berufsmaturitäten muss zum prüfungsfreien Eintritt an die FHS berechtigen; das bei einzelnen Studienrichtungen bisherige Obligatorium einer zusätzlichen Berufspraxis zwischen Berufsmaturitätsabschluss und Studienbeginn ist abzuschaffen; Inhaberinnen und Inhaber eines Diploms einer höheren Fachprüfung oder eines erfolgreichen Abschlusses an einer höheren Fachschule sind zum prüfungsfreien Eintritt in die FHS zugelassen. Zweitens soll das Rahmengesetz betreffend akademische Grade den Erwerb der Grade „Bachelor“ und „Master“ vorsehen. Und schliesslich drittens soll die bisher in bundesrätlicher Kompetenz liegende Bewilligung von Studiengängen an die Eidgenössische FHS-Kommission delegiert werden. Ebenfalls als Postulat überwies die grosse Kammer im Einverständnis mit dem Bundesrat eine Motion der SVP-Fraktion, die in dieselbe Richtung gezielt hatte und mit einer Änderung des FHSG die Einführung **weiterführender Ausbildungsgänge** (Master/Bachelor gemäss Bologna-Deklaration) gefordert hatte.

Der Ständerat lehnte eine Motion Imhof (cvp, BL) ab, welche vom Bundesrat die Wiedereinführung der praktischen Fachprüfung für gymnasiale Maturandinnen und Maturanden, die in eine FHS technischer Richtung eintreten wollen, verlangt hatte. Damit sollte die **Chancengleichheit bei der Aufnahme in Technische FHS** hergestellt werden. Schon die vorberatende Kommission hatte eine Ablehnung der Motion empfohlen, widerspreche diese doch der im Jahr 2000 vom Ständerat überwiesenen Motion Beerli (fdp, BE), womit eben gerade ein erleichterter Zugang von Maturandinnen und Maturanden zur Informatiker- und Telematiker-Ausbildung gefordert wurde. Die Motion Beerli erlitt aber ihrerseits eine Abfuhr im Nationalrat, da dieser trotz Informatikermangel keine Ausnahme für Maturandinnen und Maturanden bewilligen wollte. Die Berufslehre müsse mit oder ohne Berufsmatur der „Königsweg“ zur FHS bleiben.

2002

Im Vorjahr hatte der Bundesrat 600 Experten beauftragt, die total 220 Studiengänge an den sieben Fachhochschulen unter die Lupe zu nehmen. Aufgrund dieser Evaluation zog die Eidgenössische Fachhochschulkommission (EFHK), ein beratendes Organ des Bundesrates, eine **erste Bilanz**. In allen vom Bund vorgegebenen Bereichen (Lehre, angewandte Forschung und Dienstleistungen) seien **markante Fortschritte** zu verzeichnen. 126 Studiengänge (57%) erhielten die Note gut bis sehr gut, 67 (30%) wurden als Mittelmass bezeichnet und 27 (12%) genügten den Anforderungen nicht. Zur letzteren Gruppe zählten vor allem Studiengänge in den Bereichen Kunst, Gestaltung und Architektur. Allgemein als **mangelhaft** wurde die **Forschung** erachtet. Dafür wurden strukturelle Gründe verantwortlich gemacht, haben die Dozenten an den Fachhochschulen doch ein dreifach höheres Unterrichtspensum als jene der Universitäten, was dazu führt, dass kaum Zeit für Forschung bleibt. Der Verband der Fachhochschuldozierenden verlangte denn auch eine Reduktion der Pflichtlektionen um 50%. Erschwerend für die Forschung kommt hinzu, dass die Fachhochschulen nur über einen sehr schwach ausgestalteten Mittelbau verfügen. Noch nicht nach Wunsch verläuft auch die vom Bundesrat geforderte Konzentration der Lehre und Forschung auf wissenschaftliche Schwerpunkte. Die EFHK verlangte deshalb eine radikale Redimensionierung der Zahl der Studiengänge. Als nicht gelöst bezeichnete sie die Frage des Zugangs mit einer gymnasialen Matura. Die Bedingung eines einjährigen Berufspraktikums sei zunehmend verwässert worden. Damit drohe das spezielle Profil dieser nichtakademischen Hochschulausbildung verloren zu gehen.

Noch sind die Schweizer Fachhochschulen im Aufbau, schon sollen ihnen neue Aufgaben zugewiesen werden. Der Bundesrat will ihnen auch die Bereiche Gesundheit, Soziales und Kultur unterstellen und das Bologna-Modell des zweistufigen Studiums einführen. Zudem soll die angewandte Forschung und Entwicklung verstärkt werden. Mit diesem Ziel gab er Ende Jahr eine **Teilrevision des Fachhochschulgesetzes** in die Vernehmlassung. Bei der Finanzierung will es der Bund bei einem Drittel der Kosten bewenden lassen. Für die neuen Fachbereiche ist er bereit, einen „bescheidenen Beitrag“ (genannt wurden 10 Mio Fr. pro Jahr) zu leisten, an die Umsetzung der Bologna-Doktrin 14 Mio Fr. bis 2007.

Ohne sie materiell zu diskutieren nahm der Nationalrat in der Frühjahrssession mit 82 zu 66 Stimmen eine Motion Gysin (fdp, BL) an, die ein **stärkeres Engagement des Bundes** an den Fachhochschulen verlangte; der Bundesrat hatte Umwandlung in ein Postulat beantragt. Der Bund

sollte mehr Kompetenzen in der Regelung der Studiengänge erhalten und diese massiv stärker subventionieren. Angesichts der angespannten Finanzlage des Bundes und der kantonalen Kompetenzen insbesondere im Bildungsbereich lehnte der Ständerat die Motion in der Herbstsession ab.

2003

Das Berichtsjahr ging für die Fachhochschulen (FHS) in die Geschichte ein, erteilte der Bundesrat doch allen FHS die **definitive Betriebserlaubnis**. Nach siebenjähriger Aufbauphase bedeutete diese unbefristete Betriebsgenehmigung eine Anerkennung der FHS als äquivalentes Angebot zu den universitären Hochschulen. Dennoch blieb eine Ermahnung einzelner Schulen bzw. deren Verpflichtung auf eine noch stärkere Konzentration ihres Studienangebots und einer Optimierung der Führungs- und Organisationsstrukturen nicht aus.

Von einem Durchbruch sprachen die Regierungen des Kantons Aargau und der beiden Basel aufgrund ihrer Einigung auf eine Vollfusion ihrer FHS zur **Fachhochschule Nordwestschweiz** und der für das Jahr 2004 in Aussicht gestellten Vernehmlassung zu einem entsprechenden Staatsvertrag. Solothurn wollte als vierter Nordwestschweizer FHS-Kanton (noch) nicht auf diesen Zug aufsteigen und optierte für ein differenziertes Fusionsmodell mit drei Teilschulen bzw. einer gemeinsam getragenen Institution mit drei Teilschulen in Brugg, Basel/Muttenz und Olten. Insbesondere mit der Integration der Pädagogischen FHS und der Musikhochschulen wollte Solothurn noch zuwarten.

Der Bundesrat bekräftigte die Dringlichkeit einer **Änderung des Fachhochschulgesetzes** und beauftragte das Volkswirtschaftsdepartement mit der Ausarbeitung der entsprechenden Botschaft. Die Gesetzesrevision bildet die Grundlage für die Einführung der **Bologna-Reform** (Zweiteilung der Studiengänge in Bachelor und Master) auch an den FHS. Die Revision war in der Vernehmlassung von der EDK als rechtlich unnötig und finanziell ungenügend beurteilt worden, weil die Bologna-Reform ganz gut auch mit geltendem Recht durchgeführt werden könne und weil der Vorentwurf nur noch von einer Richtgrösse und nicht mehr von einer klaren Beteiligung des Bundes (zu einem Drittel) an den FHS-Kosten spreche. Nachdem dann aber der Bundesrat bei der Subventionspraxis für das Gesamtsystem der FHS einen auch für die Kantone tragbaren Kompromiss vorgelegt und das Parlament einer Erhöhung der Beiträge für die **Eingliederung der Gesundheits-, Sozial- und Kunstberufe (GSK)** im Rahmen der BFT-Botschaft (siehe unten, Forschung) zugestimmt hatte – nicht zuletzt mit dem Argument, diese Förderung komme einer konkreten Frauenförderung gleich, handle es sich doch bei den GSK-Bereichen um klassische Frauenberufe – lobte auch die EDK die im Entwurf zur Gesetzesänderung erzielten materiellen Verbesserungen. Die Ende Jahr vorgelegte Botschaft sieht eine Aufstockung der Bundesbeiträge an die GSK-FHS von 10 auf 20 Mio Fr. jährlich vor; ab 2008 sollen dann alle Fachbereiche nach gleichen Kriterien subventioniert werden.

Die Forderung nach einer **Anpassung** der Studiengänge und -abschlüsse der **FHS an das Bologna-Modell** (Master und Bachelor) wurde auch in einer Motion Randegger (fdp, BS) sowie in einem Postulat Strahm (sp, BE) zum Ausdruck gebracht, wobei insbesondere die internationale Anerkennung dieser Studiengänge und -abschlüsse sowie eine Valorisierung der schweizerischen

Besonderheit der berufspraktischen Vorbildung und Ausbildung (Berufslehre) im Vordergrund standen. Die Motion wurde von beiden Kammern überwiesen und das Postulat vom Nationalrat gutgeheissen.

2004

Im Berichtsjahr verabschiedete das Parlament die **Revision des Fachhochschulgesetzes**. Eintreten war in beiden Kammern unbestritten. In der Detailberatung stimmte der **Ständerat** der Einführung der zweistufigen Ausbildung (Bachelor/Master) im Sinne der Bologna-Reform zu, ergänzte aber die Befugnisse der Kantone dahingehend, dass sie zum Erwerb des Masters zusätzliche Zulassungsvoraussetzungen erlassen dürfen; Ziel sei es, den Bachelor als berufsqualifizierenden Regelabschluss in den Fachhochschulen (FHS) aufzuwerten. Der Rat entschied, die Land- und die Forstwirtschaft als eigenständige Fachbereiche aufzuführen und sie nicht unter dem Begriff Life Sciences zu subsumieren. Der Bund habe auf die Besonderheit der Organisationsstrukturen von FHS Rücksicht zu nehmen, an welchen mehr als ein Kanton oder ausländische Staaten beteiligt sind; diese Präzisierung trug der Situation in der Ostschweiz Rechnung, wo sich auch das Fürstentum Liechtenstein engagierte. Der Ständerat lockerte die Zulassungsbedingungen für die Inhaberinnen und Inhaber einer gymnasialen Maturität; angesichts der Schwierigkeit für künftige Studierende, einen Arbeitsplatz für das Vorpraktikum zu finden, sei es sinnvoll, dass diese ihre Praxiserfahrung auch während des Studiums und nicht zwingend davor erwerben können. Der Kernpunkt der Revision, die Integration der Studiengänge in den Bereichen Gesundheit, Soziales und Kunst, war unbestritten. Zu deren Finanzierung sah der Bundesrat eine Subventionierung in der Höhe von jährlich 20 Mio Fr. bis 2007 und ab 2008 eine Gleichstellung mit den anderen FHS vor, wollte aber – ebenso wie die Finanzkommission – die Möglichkeit offen halten, diese Gleichstellung aufzuschieben, falls die Finanzlage des Bundes dies erforderte. Mit 22:19 Stimmen lehnte die kleine Kammer diesen Antrag ab, weil sie Unsicherheiten vermeiden wollte und der Bund gegenüber den Kantonen glaubwürdig bleiben sollte. Sie stellte sich, unterstützt von Bundesrat Joseph Deiss, gegen den Antrag, die Subventionierung anstelle des bisherigen festen Drittels auf „höchstens“ ein Drittel der Investitions- und Betriebskosten zu beschränken. In der Gesamtabstimmung wurde die Vorlage mit 37 Stimmen einhellig angenommen.

In der Herbstsession stimmte der **Nationalrat** in den meisten Punkten den von der kleinen Kammer vorgenommenen Änderungen zu. Eine wichtige Differenz schuf er bei den Zulassungsbedingungen, wo er – wie der Bundesrat – die Inhaberinnen und Inhaber einer gymnasialen Maturität verpflichten wollte, vor dem Eintritt in eine FHS ein einjähriges Berufspraktikum zu absolvieren. Die Absolventen der verschiedenen Maturitäten seien gleich zu behandeln, wer die Berufsmatura abgeschlossen habe, werde auch nicht prüfungsfrei zur Universität zugelassen; zudem gelte es zu vermeiden, dass die FHS zu Light-Universitäten würden. Kompromissanträge, welche für das Praktikum eine Frist bis ein Jahr vor Diplomabschluss resp. bis Ende des ersten Studienjahres vorsahen, wurden abgelehnt. Bei der Anerkennung ausländischer Diplome verpflichtete der Nationalrat im Gegensatz zur kleinen Kammer den Bundesrat dazu, den berufspraktischen Teil in den Ausbildungsgängen zu berücksichtigen. Bei der Akkreditierung unterstützte die Ratsmehrheit die Vorlage der Regierung, wonach das Volkswirtschaftsdepartement mit den Kantonen vereinbaren kann, die Akkreditierung

der FHS und ihrer Studiengänge Dritten zu übertragen, um die Qualität und die Besonderheiten des dualen Ausbildungssystems in der Schweiz zu sichern; die finanzielle Beteiligung des Bundes habe sich auf die Hälfte der akkreditierungsbedingten Kosten zu beschränken. In der Gesamtabstimmung wurde die Vorlage einstimmig angenommen.

In der **Differenzbereinigung** einigten sich die beiden Kammern darauf, bei der Akkreditierung von FHS und ihrer Studiengänge die Kantone beim Entscheid mit einzubinden, da diese Träger der Fachhochschulen sind; bei der Anerkennung ausländischer Diplomabschlüsse soll auch der berufspraktische Teil der Ausbildung berücksichtigt werden. In der Einigungskonferenz setzte sich der Nationalrat mit seiner Auffassung durch, dass Maturanden zwingend ein Berufspraktikum absolvieren müssen, um prüfungsfrei in eine Fachhochschule eintreten zu können. Das Fachhochschulgesetz passierte die Schlussabstimmung mit 40:0 Stimmen bei 2 Enthaltungen (Ständerat) und 190:0 Stimmen (Nationalrat).

Um die **Mehrkosten** für die Forschung und die **Bologna-Reform** aufzufangen, beschlossen Bund und Kantone, bis 2007 insgesamt 450 Mio Fr. einsparen, indem sie die Studiengebühren bis 300 Fr. erhöhen und Subventionen für Zusatzangebote (v.a. berufsbegleitende Nachdiplomstudien) streichen.

Im März erhielt die **Fachhochschule Ostschweiz**, bestehend aus der Interstaatlichen Hochschule für Technik in Buchs, der Hochschule für Technik und Wirtschaft in Chur, der Hochschule für Technik, Wirtschaft und Soziale Arbeit in St. Gallen und der Hochschule für Technik Rapperswil die definitive Anerkennung durch den Bund. Die FHS Ostschweiz basiert auf einer Zusammenarbeit der Kantone Zürich, Schwyz, Glarus, Schaffhausen, Appenzell Inner- und Ausserrhoden, St. Gallen, Graubünden und Thurgau; das Fürstentum Liechtenstein ist an den Sitzungen des Fachhochschulrates als ständiger Gast vertreten.

Im November schlossen die Regierungen des Kantons Aargau, beider Basel und Solothurns einen Staatsvertrag über eine gemeinsame **Fachhochschule Nordwestschweiz** (FHNW) in den Bereichen Technik, Bau, Wirtschaft, Gestaltung und Kunst, Soziale Arbeit, Pädagogik sowie Musik (diese ab 2008). Die Kooperation soll in eine Volfusion münden. Das von Solothurn favorisierte Modell mit drei Teilschulen drang nicht durch. Die FHNW wird einer einheitlichen Führung unterstehen (mit Hauptsitz Windisch, AG) und einen umfassenden Leistungsauftrag erhalten, jedoch an den bisherigen Standorten präsent bleiben. Weil Solothurn und Aargau hohe Mehrkosten zu tragen haben, Basel-Stadt aber entlastet wird, erklärte sich der Stadtkanton bereit, drei Jahre lang Abfederungen von insgesamt 3,4 Mio Fr. zu entrichten. Die Kantonsregierungen trugen dem insbesondere von den freisinnigen Kantonalparteien konzertiert vorgebrachten Hauptkritikpunkt aus der Vernehmlassung Rechnung und stellten eine Bereinigung der Portfolio-Frage vor den Parlamentsberatungen auf Ende Januar 2005 in Aussicht.

Der Kanton Bern beteiligte sich an der von den Westschweizer Kantonen betriebenen **Fachhochschule Westschweiz** (HES-SO), indem er die Ecole d'ingénieurs von St. Imier in die von Jura und Neuenburg betriebene Hochschule ARC Bern-Jura-Neuenburg überführte sowie durch ein Engagement an der Fachhochschule Westschweiz für Gesundheit und soziale Arbeit.

2005

Obwohl ursprünglich nur sieben Schulregionen vorgesehen waren, anerkannte der Bundesrat im April mit der Kalaidos Fachhochschule Schweiz, bestehend aus der AKAD-Hochschule für Berufstätige und der Privaten Hochschule für Wirtschaft, die **erste private FHS**. Gemäss Fachhochschulgesetz sind Privatanbieter zugelassen, wenn sie punkto Lehrangebot, Forschung und Entwicklung, Dienstleistungen und Weiterbildung dieselben Auflagen erfüllen wie die staatlich getragenen FHS. An der Kalaidos FHS werden zurzeit 540 Diplomstudierende in Betriebsökonomie und Wirtschaftsinformatik ausgebildet.

Nur zwei Monate nach Abschluss eines Staatsvertrages zur Gründung einer gemeinsamen **Fachhochschule Nordwestschweiz (FHNW)** präsentierten die vier Bildungsdirektoren der Kantone Aargau, beider Basel und Solothurns im Januar das FHNW-Portfolio: Der Aargau bietet als einziger Standort Studiengänge in Technik und Informationstechnologie an mit Ausnahme des trinationalen Teils, der in Muttenz (BL) verbleibt; hinzu kommen Pädagogik und komplementär Wirtschaft und Dienstleistungen (Brugg/Windisch). Basel-Land konzentriert sich auf Architektur, Bau- und Planungswesen sowie Chemie und Life Sciences (Muttenz); ein komplementäres Angebot in Pädagogik findet sich in Liestal. In Basel-Stadt gelehrt werden Design und Kunst sowie Musik und, ergänzend, Soziale Arbeit, Wirtschaft und Dienstleistungen. Solothurn ist der einzige Unterrichtsort für Angewandte Psychologie; weitere Schwerpunkte bilden die Fachbereiche Soziale Arbeit sowie Wirtschaft und Dienstleistungen (alle Olten); komplementär angeboten wird Pädagogik (Solothurn). – Im Juni verabschiedeten die Regierungen der beteiligten Kantone den ersten Leistungsauftrag der FHNW für die Jahre 2006-2008, und bis Ende Jahr stimmten ihm alle kantonalen Parlamente zu.

Im Sommer einigten sich St. Gallen, Zürich und Bern auf eine Verteilung der **Studiengänge in den Gesundheitsberufen**: Ernährungsberatung wird ab 2007 nur noch an der Berner FHS gelehrt (bisher Zürich und Bern), Physiotherapie ab 2006 sowohl in Bern als auch in Zürich und Pflege an allen drei Standorten. Die Ergotherapie-Ausbildung findet allein in Zürich statt (bisher Biel und Zürich). Der Entscheid betreffend den Studiengang für Hebammen ist noch offen, er soll unter Einbezug von Graubünden gefällt werden, das wie St. Gallen eine Hebammenschule führt.

Ende Jahr kündigte der St. Galler Bildungsdirektor Stöckling (fdp) in seiner Funktion als Präsident des Fachhochschulrats Ostschweiz an, die drei Teilschulen der **FHS-Ostschweiz (FHO)** auf St. Galler Kantonsgebiet (die Hochschule für Technik, Wirtschaft und Soziale Arbeit in St. Gallen, die Hochschule für Technik in Rapperswil und die Interstaatlichen Hochschule für Technik in Buchs) unter eine gemeinsame operative und strategische Führung stellen und die Konkordate der drei Hochschulen durch ein Einheitskonkordat ersetzen zu wollen. Die vierte FHO-Teilschule des Verbundes, die Hochschule für Technik und Wirtschaft in Chur, sei in diesem Konkordat willkommen. Der Bündner Regierungsrat Lardi (sp), Vizepräsident der FHO, erklärte, aus Bündner Sicht sei es unvorstellbar, dass die HTW, bei der der Kanton Graubünden der alleinige Träger sei, von St. Gallen aus gesteuert werde. Stöckling zeigte Verständnis für diese Reaktion und schlug vor, die weitere Zusammenarbeit mit Graubünden über eine Leistungsvereinbarung zu regeln.